

Prescriptions cantonales sur les thèmes «vélo» et «mobilité douce»

Expertise juridique mandatée par PRO VELO Suisse

BERNHARD WALDMANN (direction générale)
(Prof. Dr. iur, RA)

ANDRE SPIELMANN
(MLaw, RA)

Août 2010

TABLE DES MATIÈRES

PRESCRIPTIONS CANTONALES SUR LES THEMES «VELO» ET «MOBILITE DOUCE»	1
TABLE DES MATIÈRES	2
§ 1 SITUATION INITIALE, OBJET ET PROCÉDURE	1
I. SITUATION INITIALE	1
II. OBJET ET PROCEDURE	1
§ 5 DROIT FISCAL PUBLIC	5
I. ASSURANCE-RESPONSABILITE CIVILE – VIGNETTE VELO	5
II. (AUTRES) TAXES EN RELATION AVEC LE VELO	18
III. DÉDUCTIONS FISCALES	28

§ 1 SITUATION INITIALE, OBJET ET PROCÉDURE

I. Situation initiale

1. PRO VELO Suisse est l'association faîtière de défense des intérêts des cyclistes. Avec ses quelque 28 000 membres et plus de 35 associations régionales réparties dans toute la Suisse, PRO VELO Suisse s'engage pour la qualité de vie des cyclistes, leur sécurité, ainsi que la santé et l'environnement. PRO VELO Suisse fête cette année ses 25 ans. A cette occasion, l'association prévoit d'établir un recueil des dispositions légales cantonales relatives au vélo (p. ex. financement, infrastructures, loi sur les constructions, loi fiscale) afin de le mettre à la disposition des associations régionales dans le sens d'une présentation des bonnes pratiques.

2. En mai 2010, PRO VELO Suisse a demandé à l'Institut du fédéralisme d'établir un recueil des prescriptions légales cantonales portant sur le thème du vélo et de la mobilité douce. Le mandat consiste à élaborer une compilation globale et intersectorielle des dispositions légales cantonales relatives au «vélo» et à la «mobilité douce». Les prescriptions des cantons de Berne, de Fribourg et du Valais doivent figurer dans les deux langues officielles (allemand et français). Les données relatives à la version (date) des prescriptions ainsi que des précisions sur leur genèse doivent si possible être mentionnées.

II. Objet et procédure

1. Les prescriptions légales cantonales «de lege lata» sur le thème du **vélo** et de la **mobilité douce** constituent l'objet de la présente expertise. L'objectif est d'établir un recueil si possible complet des dispositions légales cantonales de lege lata portant sur le «vélo» et la «mobilité douce». L'objet de la présente expertise étant flou par nature, on ne pourra guère s'attendre à une présentation exhaustive des prescriptions ayant un rapport direct ou indirect avec le vélo et la mobilité douce. La recherche a été effectuée sur la base d'un ensemble de mots-clés potentiellement pertinents. On ne peut donc pas exclure que certaines dispositions qui présentent un lien avec le vélo et la mobilité douce mais auquel aucun mot-clé caractéristique (vélo, piste cyclable, etc.) ne peut être associé ne soient pas prises en considération.

La recherche détaillée est basée sur les mots-clés définis lors de la discussion de mai 2010; ils ont été tirés de la documentation mise à disposition par le mandant. Les mots-clés suivants ont été définis pour la législation germanophone:

- Langsamverkehr
- Fahrrad/Fahrräder, Velo
- E-Bike, Motorfahrrad, Motorfahrräder
- Radweg, Radstreifen, Radroute
- Abstellplätze
- bike-and-ride, park-and-ride

Les mots-clés suivant ont été définis pour la législation francophone:

- mobilité douce

- vélo, bicyclette
- cycliste
- pistes/bandes cyclables
- vélo électrique
- bike-and-ride, park-and-ride
- place de stationnement
- itinéraires de randonnée cycliste
- véhicules à moteur et deux-roues
- cyclomoteurs

Les mots-clés suivants ont été définis pour la législation italophone:

- bicicletta, biciclo, bici
- velocipede
- corsia/pista ciclabile
- bicicletta elettrica
- posieggi, parcheggio
- sentiero
- veicolo a due
- motorino, ciclomotore

2. La recherche a été effectuée sur la plateforme en ligne «LexFind» (www.lexfind.ch). Le mandat se limitait à la présentation de **dispositions ayant un caractère normatif** et figurant dans le recueil électronique des législations cantonales. Les autres documents présentant un caractère juridique tels que les directives, les concepts, les plans sectoriels et les plans directeurs ne sont en principe pas intégrés dans l'étude¹. L'analyse des problèmes concrets d'interprétation ne fait pas non plus l'objet du mandat.

3. Les bases légales cantonales sur le thème du «vélo» et de la «mobilité douce» sont présentées ci-après dans les chapitres 2 à 11 sous forme de tableaux. Elles sont classées par **thèmes**.

- Le chapitre 2 porte sur les *prescriptions relatives au droit des constructions* en lien avec le vélo et la mobilité douce. Cette catégorie comprend des dispositions sur l'aménagement de places de stationnement pour vélos comme condition préalable à l'octroi d'un permis de construire, des allègements et des exceptions à l'obligation du permis de construire pour les petites constructions telles que des abris pour vélos, ainsi que des dispositions particulières sur les coefficients d'utilisation.
- Le chapitre 3 regroupe les prescriptions cantonales relatives à l'aménagement et à la gestion de *places de stationnement* pour vélos sur l'espace public et près d'infrastructures publiques (p. ex. gares, arrêts de TP).
- Le chapitre 4 est consacré aux *bandes, pistes et itinéraires cyclables*. Sont présentées en premier lieu les dispositions définissant les notions de route, de piste et de bande cyclables, puis les prescriptions relatives à l'établissement et à la planification du ré-

¹ Certains documents sans caractère normatif ont été intégrés dès lors qu'ils étaient disponibles sur les sites internet officiels des cantons et qu'aucune disposition légale n'a été trouvée sur le thème dans le canton concerné (par exemple § 4, sous «Bandes et pistes cyclables»). A titre d'exemple, certaines bases juridiques cantonales de ce type ont été intégrées dans d'autres sections spécifiques.

seau, ensuite les dispositions relatives à la construction et à l'entretien de bandes, de pistes et d'itinéraires cyclables et, enfin, les prescriptions relatives au financement de ces infrastructures.

- Le chapitre «*Droit fiscal public*» (§ 5) regroupe plusieurs types de prescriptions: les dispositions (d'exécution) sur l'assurance-responsabilité civile et la vignette vélo, les prescriptions relatives aux taxes en relation avec le vélo, ainsi que la réglementation sur les déductions fiscales en relation avec le vélo.
- Le chapitre 6 traite des *règlements et des mesures relatifs à la circulation* en relation avec le vélo. Sont présentés les règlements sur les restrictions de circulation, les manifestations sportives cyclistes, les amendes d'ordre ainsi que les examens de conduite pour les cyclistes.
- Le chapitre 7 dresse la liste des prescriptions relatives aux *vélos à assistance électrique*.
- Des règlements en lien avec le vélo figurent également dans la *législation relative aux fonctionnaires* (§ 8) ainsi que dans la *législation relative à l'organisation des autorités* (§ 9).
- Les prescriptions en lien avec les *écoles et les installations scolaires* font l'objet d'un chapitre distinct (§ 10). S'y rapportent les règlements sur l'équipement des installations scolaires, les règlements sur les trajets et les transports scolaires, les sorties scolaires et l'enseignement sur les règles de la circulation.
- Le recueil se termine par une compilation de dispositions spéciales (§ 11) qui ne relèvent d'aucune des catégories définies.

4. En ce qui concerne la **présentation** des prescriptions, il convient de faire les remarques suivantes:

- Les dispositions légales sont systématiquement citées dans leur version actuelle (état au 1^{er} juillet 2010).
- Pour une meilleure compréhension du contenu, il est parfois nécessaire de citer les prescriptions dans leur contexte. Par exemple, si un seul élément d'une prescription se réfère au vélo, il peut se révéler pertinent de citer la prescription entière.
- Il est fait référence à des dispositions fédérales lorsque ces dernières présentent un intérêt particulier.
- Pour les cantons de Berne, du Valais et de Fribourg, les dispositions légales sont citées dans les deux langues officielles.

5. En ce qui concerne les données relatives à la date d'entrée en vigueur ainsi qu'à la genèse des prescriptions, il convient de préciser les éléments suivants:

- La date d'entrée en vigueur des prescriptions correspond à celle du texte dans lequel elles s'inscrivent. La précision de détails sur la genèse d'une prescription particulière nécessiterait des recherches approfondies qui dépasseraient le cadre de l'analyse des textes législatifs ainsi que de l'étude du matériel (p. ex. quel parlementaire a proposé quel amendement sur la base de quelles influences au sein de la société?).
- En ce qui concerne les prescriptions introduites dans le cadre d'une révision partielle d'un texte de loi, la date d'entrée en vigueur est précisée dans une note de bas de page.

Des recherches ciblées sur les projets de loi cantonaux soumis au vote ont été effectuées sur la base des mots-clés susmentionnés dans la banque de données du Centre d'études et de

documentation sur la démocratie directe (C2D)². A l'exception d'une initiative législative rejetée par le peuple dans le canton de Bâle-Campagne pour des vignettes vélo gratuites, les 14 résultats obtenus concernaient tous des référendums relatifs à des décisions d'octroi de crédits pour l'aménagement ou l'entretien de bandes et de pistes cyclables. Ces informations présentant un intérêt limité pour le mandant, il a été décidé de ne pas les faire figurer dans le présent recueil.

² <http://www.c2d.ch/inner.php?table=dd_db> (consulté le 20 août 2010).

§ 5 DROIT FISCAL PUBLIC

I. Assurance-responsabilité civile – vignette vélo

Prescriptions de droit fédéral

Loi fédérale sur la circulation routière du 19 décembre 1958 (LCR; RS 741.01)

Art. 18 – Cycles

¹ Les cycles doivent répondre aux prescriptions et porter un signe distinctif. Ce dernier est délivré si l'assurance-responsabilité civile prescrite a été conclue. Il est valable sur tout le territoire suisse.³

² Le Conseil fédéral édicte les prescriptions relatives à la construction, à l'équipement, au signe distinctif et à l'assurance des cycles et de leurs remorques.⁴

³ Les cantons peuvent soumettre les cycles à un contrôle.

Art. 70 – Cycles

¹ La responsabilité civile des cyclistes est régie par le code des obligations¹.

² Le signe distinctif pour cycles ne peut être délivré qu'après la conclusion d'une assurance couvrant la responsabilité civile de celui qui utilise un cycle muni de ce signe. L'assurance couvrira également la responsabilité civile de ceux qui, tel le père de famille, sont responsables de la personne utilisant le cycle.

(...)

Art. 77 – Véhicules non assurés

¹ Si un canton délivre des permis de circulation et des plaques de contrôle pour véhicules automobiles ou des signes distinctifs pour cycles sans que l'assurance prescrite ait été conclue, il est civilement responsable, dans la limite des montants minimums d'assurance prévus par la loi, du dommage dont les détenteurs des véhicules automobiles ou les cyclistes ont à répondre. Le canton est civilement responsable de la même manière s'il omet de retirer le permis de circulation et les plaques de contrôle dans les soixante jours qui suivent l'avis donné par l'assureur selon l'art. 68 ou après que le détenteur a informé l'autorité de la mise hors circulation définitive d'un véhicule.⁵

² Le canton ou son assureur ont un droit de recours contre le détenteur, à moins que ce dernier n'ait pu admettre de bonne foi qu'il était couvert par l'assurance prescrite.

³ Les présentes dispositions sont applicables par analogie à la délivrance, par la Confédération, des permis de circulation et des plaques de contrôle ou des signes distinctifs pour cycles..

Ordonnance du 20 novembre 1959 sur l'assurance des véhicules (OAV; RS 741.31)

³ Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 6 oct. 1989, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 1991 (RO 1991 71; FF 1986 III 197).

⁴ Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 6 oct. 1989, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 1991 (RO 1991 71; FF 1986 III 197).

⁵ Nouvelle teneur de la 2^e phrase selon le ch. I de la LF du 6 oct. 1989, en vigueur depuis le 1^{er} fév. 1991 (RO 1991 71; FF 1986 III 197)

Art. 34⁶ – Signes distinctifs pour cycles

¹ Pour la durée de sa validité, le signe distinctif apposé sur le cycle apporte la preuve que l'assurance-responsabilité civile prescrite existe (art. 70 de la loi).

² Des vignettes tenant lieu de signes distinctifs pour cycles seront délivrées (annexe 3, let. A). Elles contiennent – exprimées en chiffres – les indications suivantes:

- a. la mention de l'assurance-responsabilité civile compétente (numéro d'assurance);
- b. l'identification du canton;
- c. un numéro de série continu;
- d. l'année de validité.

³ La durée de validité des vignettes s'étend du 1er janvier de l'année qui y est imprimée jusqu'au 31 mai de l'année suivante. Les vignettes dont le millésime ou le numéro d'assurance est illisible ne sont pas valables.

⁴ La vignette peut être transférée sur un autre cycle.⁷

⁵ Les cycles des cantons (art. 73, al. 2, de la loi) sont également pourvus de vignettes.

⁶ Les cycles de la Confédération sont pourvus de signes distinctifs spéciaux, dont la validité est illimitée (annexe 3, let. B).

Art. 35 – Assurance

¹ L'assurance couvrira les droits des lésés au moins jusqu'à concurrence du montant de 2 millions de francs par événement, pour l'ensemble des dommages corporels et matériels.⁸

^{1bis} Les cantons concluent une assurance collective couvrant la responsabilité civile des cyclistes. Les associations de cyclistes peuvent conclure pour leurs membres une telle assurance. Il est permis aux cyclistes de s'assurer individuellement.²

² L'assurance-responsabilité civile pour cyclistes doit être conclue auprès d'entreprises d'assurance autorisées à pratiquer en Suisse l'assurance-responsabilité civile, conformément à la législation fédérale concernant la surveillance des entreprises privées en matière d'assurance. L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers communique aux autorités cantonales la liste de ces entreprises et porte à leur connaissance toutes modifications éventuelles

⁹

³ ...

Art. 36¹⁰ – Acquisition et remise des vignettes pour cycles

¹ L'acquisition des vignettes incombe aux cantons. Les compagnies d'assurances qui concluent des contrats individuels d'assurance ou des contrats d'assurance avec des associations, obtiennent les vignettes adéquates auprès des cantons, au prix de revient.

² Les cantons veillent à ce que les vignettes concernant les contrats collectifs cantonaux d'assurance-responsabilité civile puissent être obtenues auprès des bureaux de distribution qu'ils auront désignés. Les compagnies d'assurances qui concluent des contrats individuels d'assurance ou des contrats d'assurance avec des associations, feront en sorte que les détenteurs de cycles obtiennent les vignettes adéquates.

³ Celui qui acquiert une vignette pour cycles reçoit, avec cette dernière, un talon sur lequel figure

⁶ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 24 mai 1989, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 1990 (RO 1989 1189).

⁷ Nouvelle teneur selon le ch. II 6 de l'annexe 1 à l'O du 19 juin 1995 concernant les exigences techniques requises pour les véhicules routiers, en vigueur depuis le 1^{er} oct. 1995 (RS 741.41).

⁸ Introduit par le ch. I de l'O du 15 oct. 1975 (RO 1975 1857). Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 14 janv. 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2005 (RO 2004 649).

⁹ Nouvelle teneur de la phrase selon le ch. I de l'O du 22 nov. 1995, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 1996 (RO 1995 5465).

¹⁰ Fassung gemäss Ziff. I der V vom 24. Mai 1989, in Kraft seit 1. Jan. 1990 (AS 1989 1189).

le nom et l'adresse de la compagnie d'assurances compétente. D'autres indications peuvent figurer sur ce talon.

⁴ Les cantons font le nécessaire pour qu'une liste des codes permettant d'identifier les compagnies d'assurance-responsabilité civile soit accessible à tous auprès de la police.

AG

Gesetz über den Vollzug des Strassenverkehrsrechtes vom 6. März 1984 (SAR 991.100)

§ 5 – Abgabe der Fahrradabzeichen

¹ Die Gemeinden geben die Kennzeichen für Fahrräder, Motorhandwagen und Motoreinachser ab und beziehen für den Kanton die Verkehrsabgaben. Sie erhalten vom Kanton eine angemessene Entschädigung.

² Der Regierungsrat erlässt die erforderlichen Vorschriften und setzt die Entschädigung fest.

Verordnung über die Steuern, Abgaben und Gebühren im Strassenverkehr vom 5. November 1984 (SAR 755.111)

§ 24¹¹ – Kontrollschilder, Versicherungsprämien

(...)

³ Die Gebühr für die Abgabe von Vignetten für Fahrräder und das Inkasso der Kollektiv-Haftpflichtprämien für Fahrräder und Motorfahrräder beträgt Fr. 1.– bis Fr. 5.–.¹²

BL

Verordnung (Dekret) zum Bundesgesetz über den Strassenverkehr vom 4. April 1968 (SGS 481.1)

§ 20 – Fahrräder und gleichgestellte Fahrzeuge , Gültigkeit der Kennzeichen

¹ Die Kennzeichen sind vom 1. Januar bis zum 31. Mai des folgenden Jahres gültig.

² Die Kennzeichen und Ausweise von ausserkantonalen Haltern, die im Kanton Wohnsitz oder Aufenthalt nehmen, haben bis zum Ablauf Gültigkeit.

§ 21 – Versicherung

¹ Die Halter müssen nachweisen, dass sie eine Haftpflichtversicherung nach den Vorschriften des Bundes abgeschlossen haben.

² Die Finanzdirektion schliesst eine Kollektiv-Haftpflichtversicherung nach den Vorschriften des Bundes für jene Radfahrer ab, die ihre Versicherungspflicht nicht anderweitig erfüllen.

§ 22 – Erneuerung der Kennzeichen

¹ Die Kennzeichen sind jeweils bis zum 31. Mai jeden Jahres gegen Entrichtung einer Gebühr zu erneuern.

² Wer der Kollektiv-Haftpflichtversicherung des Kantons angeschlossen ist, hat eine Prämie zu entrichten.

§ 23 – Befestigung der Kennzeichen

Die Kennzeichen sind gut sichtbar anzubringen

– an Fahrrädern und Motorfahrrädern aufrecht hinten

– an Motorhandwagen auf der Rückseite aufrecht in der Nähe der linken Fahrzeugkante

¹¹ Fassung gemäss Verordnung vom 16. Oktober 1989, in Kraft seit 1. Dezember 1989 (AGS Bd. 13 S. 105).

¹² Eingefügt durch Verordnung vom 20. November 1996, in Kraft seit 1. Januar 1997 (AGS 1996 S. 389).

– an landwirtschaftlichen Motoreinachsern am linken Holm in der Nähe des Handgriffes.

§ 24 – Ersatz verlorener Kennzeichen

Verlorene Kennzeichen müssen ersetzt werden.

Verordnung über die Fahrradkennzeichen (Vignetten) (SGS 481.11)

§ 1 – Beschaffung und Abgabe der Vignetten

¹ Die Justiz-, Polizei- und Militärdirektion ist für die Beschaffung der Vignetten zuständig.

² Die Justiz-, Polizei- und Militärdirektion sorgt dafür, dass die Vignetten zu kantonalen Kollektiv-Haftpflichtversicherungen bei den von ihr bezeichneten Ausgabestellen bezogen werden können.

³ Die Justiz-, Polizei- und Militärdirektion kann für die Beschaffung und Abgabe der Vignetten mit geeigneten Organisationen Vereinbarungen treffen.

§ 2 – Kollektiv-Haftpflichtversicherung

¹ Die Justiz-, Polizei- und Militärdirektion schliesst eine Kollektiv-Haftpflichtversicherung nach den Vorschriften des Bundes ab. Dabei muss die Versicherung die Ersatzrechte der Geschädigten mindestens bis zum Betrag von 1 Million Franken je Unfallereignis für Personen und Sachschäden zusammen decken.

² Die Versicherungsprämie geht zulasten des Versicherten und wird mit dem Bezug der Vignette entrichtet.

³ Die Justiz-, Polizei- und Militärdirektion sorgt dafür, dass eine Liste des Codes zur Feststellung der Haftpflichtversicherungsgesellschaft bei allen Polizeiposten allgemein zugänglich aufliegt.

§ 3 – Vignetten anderer Kantone

Vignetten anderer Kantone behalten ihre Geltung, wenn der Halter seinen Wohnsitz oder seinen Aufenthalt in den Kanton Basel-Landschaft verlegt.

§ 4 – Gebühr

Die kantonale Gebühr für die Vignette beträgt 1 Franken.

BS

Verordnung über den Strassenverkehr vom 7. Dezember 1964 (SG 952.200)

Fahrräder und gleichgestellte Fahrzeuge (Motorfahrräder, Motorhandwagen und Motoreinachsers, VVV Art. 37)

§ 32. – Gültigkeit und Erneuerung der Kennzeichen

¹ Die Kennzeichen sind vom 1. Januar bis 31. Mai des folgenden Jahres gültig (VVV Art. 34).

² Für die jährliche Erneuerung der Kennzeichen und Ausweise ist eine Gebühr zu erheben; Nicht-privatversicherte haben überdies eine Prämie für die Kollektivhaftpflichtversicherung zu entrichten.

§ 33. – Ausserkantonale Kennzeichen und Ausweise

Die Kennzeichen und Ausweise von ausserkantonalen Haltern, die in Basel Wohnsitz oder Aufenthalt nehmen, gelten bis zum Ablauf ihrer Gültigkeit (SVG Art. 105 Abs. 3).

§ 35. – Befestigung der Kennzeichen

Die Kennzeichen sind wie folgt anzubringen:

1. An Velos und Motorfahrrädern senkrecht und von hinten gut sichtbar;
2. an Motorhandwagen auf der Rückseite in der Nähe der linken Fahrzeugkante;
3. an Motoreinachsen am linken Holm in der Nähe des Handgriffes.

§ 36. – Versicherung

Die im Kanton Basel-Stadt wohnhaften Halter müssen den Nachweis erbringen, dass sie bei einer anerkannten Versicherungsgesellschaft eine Haftpflichtversicherung gemäss SVG Art. 70 abgeschlossen haben.

² Das Justiz- und Sicherheitsdepartement ist ermächtigt, eine Kollektivhaftpflichtversicherung gemäss VVV Art. 35 für Radfahrer abzuschliessen, die ihre Versicherungspflicht nicht anderweitig erfüllen. Ersatz verlorener Kennzeichen und Ausweise

§ 37.

Bei Verlust von Kennzeichen müssen neue gelöst werden. Verlorengegangene Ausweise werden kostenlos ersetzt.

§ 38. – Gebühren

(...)

D. Fahrräder und Motorfahrräder

1. Abgabe der Jahresvignette (ohne Versicherungsprämie):	Fr.
a)Fahrräder	1.–
b) Motorfahrräder	25.–
2. Motorfahrrad-Fahrzeugausweise (einschliesslich Duplikate, Ersatzausweise, Umschreibungen, Nachträge und Ergänzungen)	20.–

BE

Strassenverkehrsverordnung vom 20. Oktober 2004 (StrVV; BSG 761.111)

Art. 32 – Haftpflichtversicherung

¹ Der Kanton schliesst für Fahrräder und gleichgestellte Fahrzeuge Kollektivhaftpflichtversicherungen ab.

² Den Kollektivhaftpflichtversicherungen kann jedermann gegen Bezahlung der jährlichen Prämien, Gebühren und übrigen Kosten beitreten.

³ Besteht eine Einzel- oder Verbandsversicherung, so trägt die oder der Versicherungspflichtige nur die von ihr oder ihm verursachten Gebühren und übrigen Kosten.

⁴ Für Fahrzeuge, die nach dem 31. Mai in Verkehr gesetzt werden, sind Versicherungsprämien, Gebühren und übrige Kosten voll zu bezahlen.

Art. 33 – Ausgabe von Fahrradvignetten und Motorfahrradkontrollmarken

¹ Die Strassenverkehrsbehörde kann mit Dritten Verträge zum Vollzug der eidgenössischen Vorschriften, namentlich über die Organisation eines flächendeckenden Verteilnetzes für die Fahrradvignetten, abschliessen.

² Die Gemeinde beantragt die in ihrem Gemeindegebiet zur Ausgabe von Motorfahrradkontrollmarken vorgesehenen Stellen.

³ Die Strassenverkehrsbehörde bezeichnet die Ausgabestellen für die Motorfahrradkontrollmarken.

⁴ Die Ausgabestellen müssen für die Sicherheit der anvertrauten Gelder und Motorfahrradkontrollmarken ausreichende Gewähr bieten. Die Strassenverkehrsbehörde kann die Bezeichnung

oder Beibehaltung einer Ausgabestelle von entsprechenden Garantien, finanziellen Sicherstellungen und einem geordneten Abrechnungswesen abhängig machen.

⁵ Auf die Bezeichnung als Ausgabestelle oder die Beibehaltung einer Ausgabestelle besteht kein Anspruch.

Art. 34 – Entschädigung

¹ Den mit der Verteilung der Fahrradvignetten oder Motorfahrradkontrollmarken sowie mit der Abrechnung betrauten Stellen wird eine Entschädigung ausgerichtet.

² Die Strassenverkehrsbehörde legt die Höhe der Entschädigung fest.

Art. 35 – Information

Die Strassenverkehrsbehörde informiert die interessierten Kreise zweckmässig über den jährlichen Bezug der Motorfahrradkontrollmarken.

Art. 36 – Fahrradregister

Private Organisationen können für die an einem Eintrag interessierten Fahrradbesitzerinnen und Fahrradbesitzer Register mit den technischen Daten von Fahrrädern führen.

Ordonnance cantonale sur la circulation routière su 20 octobre 2004 (OCCR; RSB 761.111)

Art. 32 – Assurance-responsabilité civile

¹ Le canton contracte une assurance-responsabilité civile collective pour les cycles et les véhicules qui leur sont assimilés.

² Toute personne peut adhérer à l'assurance-responsabilité civile collective contre versement des primes annuelles, des émoluments et autres taxes.

³ Si une assurance individuelle ou associative a été contractée, l'assuré ou l'assurée n'a à prendre en charge que les émoluments et autres taxes qu'il ou qu'elle a occasionnés.

⁴ La totalité de la prime d'assurance, des émoluments et des autres taxes doit être payée pour les véhicules qui sont mis en circulation après le 31 mai.

Art. 33 – Distribution des vignettes pour cycles et des marques de contrôle pour cyclomoteurs

¹ L'autorité compétente en matière de circulation routière peut conclure des contrats avec des tiers pour l'exécution des prescriptions fédérales, notamment en ce qui concerne l'organisation d'un réseau de distribution à grande échelle des vignettes pour cycles.

² La commune propose les points de distribution prévus sur son territoire pour la délivrance des marques de contrôle pour cyclomoteurs.

³ L'autorité compétente en matière de circulation routière désigne les points de distribution des marques de contrôle pour cyclomoteurs.

⁴ Les points de distribution doivent être en mesure d'assurer la sécurité de l'argent et des marques de contrôle pour cyclomoteurs qui leur sont confiés. L'autorité compétente en matière de circulation routière peut faire dépendre la désignation ou le maintien d'un point de distribution de garanties appropriées, du versement de sûretés et d'un système de décompte ordonné.

⁵ Il n'existe aucun droit à la désignation ou au maintien d'un point de distribution.

Art. 34 – Indemnisation

¹ Une indemnité est allouée aux points de distribution chargés de la délivrance des marques de contrôle pour cyclomoteurs et des vignettes pour cycles.

² L'autorité compétente en matière de circulation routière fixe le montant de l'indemnité.

Art. 35 – Information

L'autorité compétente en matière de circulation routière informe chaque année de manière appropriée les intéressés sur les modalités d'acquisition des marques de contrôle pour cyclomoteurs.

Art. 36 – Registre des cycles

Des organisations privées peuvent tenir un registre sur les données techniques relatives aux cycles à l'intention des propriétaires de cycles intéressés.

FR

Beschluss vom 14. Dezember 1999 über die Haftpflichtversicherung für Fahrräder, Motorfahrräder und ähnliche Fahrzeuge (SGF 781.51)

Art. 1

¹ Das Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt schliesst im Namen des Staates eine Kollektiv-Haftpflichtversicherung für Radfahrerinnen und Radfahrer und für Fahrerinnen und Fahrer anderer, den Fahrrädern gleichgestellter Fahrzeuge ab.

² Es setzt den Verkaufspreis für die Vignetten fest.

Art. 2

¹ Das Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt sorgt für die Aushändigung der Vignetten, die für Fahrräder und diesen gleichgestellte Fahrzeuge bezogen werden.

² Die Aushändigung der Vignetten kann Dritten anvertraut werden.

Arrêté du 14 décembre 1999 concernant l'assurance responsabilité civile des cycles, des cyclomoteurs et des véhicules qui leur sont assimilés (RSF 781.51)

Art. 1

¹ L'Office de la circulation et de la navigation conclut, au nom de l'Etat, une assurance collective concernant la responsabilité civile des cyclistes et des conducteurs d'autres véhicules assimilés aux cycles. ² Il fixe le prix de vente des vignettes.

Art. 2

¹ L'Office de la circulation et de la navigation assure la délivrance des vignettes requises pour les cycles et les véhicules qui leur sont assimilés.

² La délivrance des vignettes peut être confiée à des tiers.

GR

Verordnung zum Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über den Strassenverkehr (RVzEG-zSVG; BR 870.110)

Art. 9 – Departement für Finanzen und Gemeinden

Das Departement für Finanzen und Gemeinden schliesst eine Kollektiv-haftpflichtversicherung für die mit Tagesausweisen versehenen Fahrzeuge sowie für Fahrräder und Motorfahrräder ab.

Art. 18 – Ausgabestellen für Vignetten und Kontrollschilder

¹ Ausgabestelle für Fahrradvignetten zur kantonalen Kollektiv-Haftpflichtversicherung ist das Strassenverkehrsamt. Es kann diese Aufgabe an Dritte übertragen.

² Ausgabestellen für Motorfahrrad-Kontrollschilder sind die Gemeinden. Das Strassenverkehrsamt stellt ihnen die Kontrollschilder zur Verfügung.

³ Die Gemeinden haben über die eingezogenen Gebühren und Prämien jeweils bis 15. November abzurechnen. Sie führen über die abgegebenen Kontrollschilder und Mutationen Verzeichnisse und halten diese dem Strassenverkehrsamt zur Verfügung.

Verordnung über die Erhebung von Gebühren und Kosten von den Motorfahrzeug- und Fahrradhaltern im Kanton Graubünden (BR 870.130)

Art. 9¹³ – Erneuerung der Kontrollschilder, Vignetten und Ausweise für Fahrräder und Motorfahräder

¹ Für die Erneuerung der Kontrollschilder, Vignetten und Ausweise für Fahrräder und Motorfahräder werden von den Ausgabestellen folgende jährliche Gebühren und Prämien erhoben:

a) Fahrräder

- Vignettengebühr, inkl. Aufwandentschädigung

2.–

- Kollektiv-Haftpflichtversicherung

gemäss Versicherungsvertrag¹⁴

(...)

JU

Ordonnance concernant l'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles du 6 décembre 1978 (RSJ 741.421)

Article premier – Remise des signes distinctifs et des permis

¹ Les détenteurs de cycles ou de véhicules assimilés à ces derniers doivent se procurer, entre le 1er février et le 31 mai de l'année en cours, les signes distinctifs et permis, conformément aux dispositions de l'ordonnance du Conseil fédéral du 20 novembre 1959 sur la responsabilité civile et l'assurance en matière de circulation routière

² L'Office des véhicules règle la remise des signes distinctifs et des permis par des publications paraissant chaque année dans le Journal officiel.

Art. 2 – Offices de distribution

Les signes distinctifs et permis sont délivrés par des offices de distribution désignés par les autorités de police locale.

Art. 3 – Emoluments

Les détenteurs de cycles ou de véhicules assimilés à ces derniers, qui adhèrent à l'assurance collective cantonale de responsabilité civile, versent, pour les primes d'assurance, le signe distinctif, le permis et le contrôle, les émoluments suivants :

– détenteurs de cycles ou de machines agricoles à un essieu, ainsi que de voitures à bras équipées d'un moteur : 10 francs;

– détenteurs de cyclomoteurs : 30 francs.

¹³ Fassung gemäss RB vom 6. Juni 1995.

¹⁴ Fassung gemäss RB vom 26. Juni 2007; tritt am 1. Oktober 2007 in Kraft.

Art. 4 – Emolument à payer lorsque des véhicules sont mis en circulation après coup
Pour les véhicules mis en circulation après le 31 mai, il y a lieu de percevoir la totalité de l'émolument annuel.

Art. 5 – Emolument administratif

Les détenteurs de cycles, de cyclomoteurs et de véhicules assimilés à ces derniers, qui justifient d'une protection d'assurance-responsabilité civile de l'étendue exigée à l'article 70 de la loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière et à l'article 35 de l'ordonnance du Conseil fédéral sur la responsabilité civile et l'assurance en matière de circulation routière, versent l'émolument prévu par le décret, moins la prime d'assurance-responsabilité civile de l'assurance collective cantonale de responsabilité civile, pour le véhicule correspondant.

Art. 6 – Remboursement aux associations

L'Office des véhicules est autorisé à rembourser un montant maximal d'un franc par carte de membre délivrée aux associations de cyclistes dont les statuts prévoient la collaboration à l'éducation routière et qui perçoivent de leurs membres une cotisation notable. Pour la fixation de ce montant est déterminant le recensement des cartes de cyclistes et motocyclistes délivrées au 30 septembre.

Décret concernant l'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles et de cyclomoteurs du 19 juin 1991 (RSJ 741.42)

Article premier

L'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles et de véhicules assimilés à ces derniers est réglée par les dispositions de l'article 70 de la loi fédérale sur la circulation routière, ainsi que par les articles 34 à 38 de l'ordonnance fédérale sur l'assurance des véhicules.

Art. 2

¹ Tout détenteur d'un cycle stationné dans le Canton a l'obligation de conclure une assurance-responsabilité civile de l'étendue prévue à l'article 70 de la loi fédérale sur la circulation routière et à l'article 35 de l'ordonnance fédérale sur l'assurance des véhicules.

² L'Office des véhicules conclut avec une compagnie d'assurance, autorisée à pratiquer en Suisse l'assurance-responsabilité civile conformément à la législation fédérale en la matière, une assurance collective de responsabilité civile à laquelle peuvent adhérer tous les détenteurs de cycles qui ne sont pas couverts à titre privé.

Art. 3

¹ Les signes distinctifs pour cycles mis à disposition par l'Office des véhicules sont délivrés par les bureaux de poste suisses.

² Les signes distinctifs, les permis et la plaque pour cyclomoteurs sont délivrés par l'Office des véhicules.

Art. 4

¹ Les détenteurs de cycles ou de véhicules assimilés à ces derniers, qui adhèrent à l'assurance collective cantonale de responsabilité civile, versent un émolument couvrant la prime d'assurance ainsi que les frais de distribution.

² Les détenteurs de cyclomoteurs versent pour la prime d'assurance, le permis et la plaque, un émolument de 40 francs.

³ Les détenteurs de cyclomoteurs qui justifient d'une protection d'assurance-responsabilité civile de l'étendue exigée à l'article 70 de la loi fédérale sur la circulation routière et à l'article 35 de l'ordonnance fédérale sur l'assurance des véhicules versent l'émolument prévu par le présent décret, moins la prime d'assurance-responsabilité civile de l'assurance prévue à l'article 2, alinéa

2.

Art. 5

¹ La période de validité des signes distinctifs pour cycles et cyclomoteurs court du 1er janvier au 31 mai de l'année suivante.

² L'émolument annuel est perçu intégralement même si le véhicule est mis en circulation après le 31 mai.

Art. 6

Les plaques de contrôle ainsi que les signes distinctifs prévus dans l'ordonnance fédérale sur l'assurance des véhicules servent d'attestation d'assurance.

Art. 7

Les litiges concernant l'obligation d'acquitter un émolument sont jugés conformément aux dispositions du Code de procédure administrative.

Art. 8

Le Gouvernement est chargé de l'application du présent décret.

LU

Verordnung über den Gebührenbezug des Strassenverkehrsamtes vom 30. Oktober 2001 (SRL Nr. 778)

§ 19 – Kontrollschilder und Kontrollmarken

¹ Die Gebühren für die leihweise Abgabe der Kontrollschilder sowie für Kontrollmarken betragen: (...)

d. Vignette für Fahrrad und gleichgestellte Fahrzeuge Fr. 1.–¹⁵

NE

Loi d'introduction des prescriptions fédérales sur la circulation routière du 1^{er} octobre 1968 (RSN 761.10)

Art. 7 – Assurance responsabilité civile des cyclistes

¹ Le Conseil d'Etat conclut un contrat d'assurance responsabilité civile collective pour le compte de tous les cyclistes qui ne sont pas assurés personnellement sur ce plan dans la mesure prévue par le droit fédéral.

² Le montant de la prime d'assurance est à la charge du cycliste; il est encaissé en même temps que l'impôt perçu en vertu de la loi sur la taxe des véhicules automobiles et des cycles, du 3 décembre 19205).

¹⁵ Fassung gemäss Änderung vom 15. Dezember 2009, in Kraft seit dem 1. Januar 2010 (G 2009 464).

OW

Einführungsverordnung zum eidgenössischen Strassenverkehrsgesetz vom 20. November 1979 (GDB 711.1)

Art. 10bis. – Vignetten

¹ Das Strassenverkehrs- und Schifffahrtsamt kann den Vertrieb der Autobahn- und Fahrradvignetten geeigneten Stellen übertragen.

SG

Einführungsverordnung zum eidgenössischen Strassenverkehrsgesetz vom 20. November 1979 (sGS 711.1)

Art. 10^{bis 16} – Vignetten

1 Das Strassenverkehrs- und Schifffahrtsamt kann den Vertrieb der Autobahn- und Fahrradvignetten geeigneten Stellen übertragen.

SZ

Kantonale Vollzugsverordnung zum Bundesgesetz über den Strassenverkehr vom 14. April 1967 (782.110)

§ 5 – Bezugsstellen

¹ Die Vignette für Fahrräder kann bei den Postämtern bezogen werden. Das kantonale Verkehrsamt kann, wenn dafür ein Bedürfnis besteht, andere Abgabestellen bezeichnen.

² Die Vignetten werden den Postämtern und anderen Abgabestellen vom kantonalen Verkehrsamt zur Verfügung gestellt.

§ 6 – Gebühr

Der Regierungsrat setzt die Gebühr für die Fahrradvignette fest. Sie richtet sich nach den Selbstkosten des Kantons, die auf den nächsten ganzen Franken aufgerundet werden.

SO

Gesetz über die Steuern und Gebühren für Motorfahrzeuge und Fahrräder vom 23. Juli 1961 (BGS 614.61)

§ 4.

Für das Inverkehrsetzen von Fahrrädern und Fahrradanhängern ist eine jährliche Gebühr zu entrichten. Der Kantonsrat setzt diese fest und regelt die Ausnahmen von der Gebührenpflicht durch

¹⁶ Eingefügt durch RRB über die Erhöhung der Strassenverkehrssteuer für leichte Motorwagen und Motorfahräder; Fassung gemäss IV. Nachtrag.

Verordnung.

§ 5.

¹ Der Steuer- und Gebührenertrag ist für den Strassenbau und -unterhalt sowie für die Deckung der Verwaltungskosten der Motorfahrzeugkontrolle und der Verkehrsabteilung der Kantonspolizei und anderer Auslagen für das Motorfahrzeug- und Fahrradwesen zu verwenden.

² Die Investitionsbeiträge nach § 7 Absätze 2 und 3 des Gesetzes über den öffentlichen Verkehr sind aus dem Steuer- und Gebührenertrag zu finanzieren.¹⁷

Verordnung über Steuern und Gebühren für Motorfahrzeuge, Fahrräder und Schiffe vom 1. Oktober 1962 (BGS 614.62)

§ 42. Gebühren für Motorfahrräder und Fahrräder

(...)

² Die mit der Verteilung der Fahrradkennzeichen betrauten Stellen verlangen für die Abgabe eines Fahrradkennzeichens einen Betrag, der vom Regierungsrat festgesetzt wird und der zusammen mit der Versicherungsprämie höchstens 6 Franken betragen darf.

VD

Règlement d'application de la loi vaudoise sur la circulation routière du 2 novembre 1977 (RLVCR ; RSV 741.01.1)

Chapitre XI : Cycles

Art. 52¹⁸ – Délivrance des vignettes

¹ Les vignettes pour les cycles sont délivrées par le Service des automobiles Aet par les bureaux de distribution qu'il aura désignés.

ZH

Verkehrsabgabengesetz vom 11. September 1966 (VAG; LS 741.1)

II. Vollzug des Strassenverkehrsrechts des Bundes

§ 13.

¹ Der Regierungsrat bezeichnet die Amtsstellen, welche die Fahrzeuge und die Führer prüfen, die Fahrzeug- und Führerausweise erteilen und entziehen, die Fahrradkennzeichen ausgeben und alle übrigen Aufgaben besorgen, welche die Bundesgesetzgebung über den Strassenverkehr den Kantonen überträgt oder vorbehält.

(...)

§ 14.

Die zuständige Direktion des Regierungsrates setzt die Prüfungs- und Verwaltungsgebühren sowie die Gebühren für die Überlassung der Kontrollschilder und Fahrradkennzeichen fest.

¹⁷ § 5 Abs. 2 Fassung nach § 18 ÖVG vom 27. September 1992: GS 92, 620.

¹⁸ Modification du 06.04.1994.

II. (Autres) taxes en relation avec le vélo

Prescriptions de droit fédéral

Loi fédérale sur la circulation routière du 19 décembre 1958 (LCR; RS 741.01)

Art. 105 – Impôts et taxes

¹ Le droit des cantons d'imposer les véhicules et de percevoir des taxes demeure réservé. Toutefois, les taxes cantonales de passage sont interdites.

² Lorsque le lieu de stationnement d'un véhicule automobile est transféré d'un canton dans un autre, le canton dans lequel le véhicule est nouvellement stationné est compétent pour l'imposer dès le premier jour du mois où le transfert a eu lieu. Le canton dans lequel il était stationné auparavant remboursera les impôts qu'il aura perçus pour la période postérieure à ce jour.

³ Des impôts ou taxes ne peuvent être perçus sur des cycles par le canton où ils ont leur nouveau lieu de stationnement que si la durée de validité du signe distinctif délivré par un autre canton est échue.

⁴ Les cantons peuvent imposer les véhicules automobiles de la Confédération dans la mesure où ils ne sont pas employés à son service. Les cycles de la Confédération sont exonérés de tout impôt ou taxe.

⁵ La perception de taxes d'entrée sur les véhicules automobiles étrangers est réservée à la Confédération. Le Conseil fédéral décide s'il y a lieu d'en percevoir.

⁶ Après avoir consulté les cantons, le Conseil fédéral détermine les conditions auxquelles est soumise l'imposition des véhicules automobiles étrangers qui restent en Suisse un certain temps. Le canton où le véhicule se trouve le plus fréquemment sera compétent pour percevoir l'impôt.

BL

Verordnung (Dekret) zum Bundesgesetz über den Strassenverkehr vom 4. April 1968 (SGS 481.1)

§ 25 – Steuern und Gebühren, Zuständigkeit

¹ Die Motorfahrzeugkontrolle erhebt die Verkehrssteuern auf Motorfahrzeugen, die Gebühren für die amtliche Prüfung der Motorfahrzeuge, die Führerprüfung und die Fahrzeug- und Führerausweise.

² Die kantonalen Polizeiposten erheben die Gebühren für Fahrräder, Motorfahrräder, Motorhandwagen und landwirtschaftliche Motoreinachser.

§ 27¹⁹ – Gebühren für Prüfungen und Ausweise

Die Gebühren für die amtliche Prüfung der Motorfahrzeuge und der Führer sowie für die Fahrzeug-, Führer- und Lernfahrausweise und für Fahrräder betragen:

(...)

F. Fahrräder

Einlösung ohne Versicherung inkl. Kennzeichen:

a. (...)

b. Motorfahrräder, Motorhandwagen 12 Fr.

Zuschlag bei verspäteter Einlösung (1. bis 30. Juni) 2 Fr.

¹⁹ Fassung vom 26. Mai 1975 (GS 25.858); Abschnitte A–E in Kraft seit 1. Juni 1975, Abschnitt F seit 1. Januar 1976.

Verordnung über die Gebühren der Polizei Basel-Landschaft vom 19. Juni 2001

§ 5 – Verwendung von Motorfahrzeugen und Spezialdiensten

(...)

g. Sicherstellen entwendeter Fahrzeuge:

(...)

3. Entsorgung von Fahrrädern und Motorfahrrädern 50 Fr.

(...)

BS

Verordnung über den Strassenverkehr vom 7. Dezember 1964 (SG 952.200)

§ 40.²⁰ – Besondere administrative Gebühren

(...)

6. Spruchgebühr für den Erlass einer Verfügung:

a) betreffend Ausweisentzug oder -verweigerung, Aberkennung von ausländischen Ausweisen, Verbot zum Führen einer bestimmten Fahrzeugkategorie usw. 200.–

b) betreffend Androhung einer entsprechenden Administrativmassnahme 100.–

c) betreffend Erlass oder Milderung einer befristeten Administrativmassnahme 40.–

d) betreffend Fahrräder oder Motorfahrräder ½ der Gebühr

(...)

9. Überführen, Abschleppen und Sicherstellen von Fahrzeugen:

a) Überführen von Fahrzeugen:

aa) Fahrräder 35.–

(...)

11. Polizeiliche Prüfungs- und Verwertungsgebühren:

c) Verwertungsgebühr (Verwaltungsaufwand)

für:

(...)

– Fahrräder 25.–

Verordnung betreffend die Gebühren für die Strafverfolgungsbehörden vom 20. April 2004 (Gebührenverordnung für die Strafverfolgungsbehörden; 154.980)

§ 7. Für zusätzliche Handlungen der Strafverfolgungsbehörden gelten folgende Gebühren, die vom Pflichtigen direkt zu entrichten sind:

(...)

c) Diebstahlsanzeige, Auffindungs-, Vermittlungsgebühr

– bei Fahrrädern 35.–

– bei Motorfahrrädern 80.–

(...)

d) Ermittlung der Halterin oder des Halters eines Fahrzeuges ohne Vorliegen einer Diebstahlsanzeige 40.–

e) Mahngebühren betreffend Abholen von Fahrzeugen 20.–

²⁰ lit. a Ziff. 9, 10 und 11c in der Fassung des RRB vom 26. 10. 2004 (wirksam seit 31. 10. 2004).

f) Aufbewahrung von Fahrzeugen, Motorfahrrädern und Motorrädern

– wird das Fahrzeug innert 10 Tagen nach Versand der Fundmeldung nicht abgeholt, kostet die Aufbewahrung nach Ablauf dieser Frist

– Fahrräder und Motorfahrräder 3.– pro Tag

(...)

g) Verwertungsgebühr (Verwaltungsaufwand) für

– Fahrräder 25.–

– Motorfahrräder 35.–

(...)

zuzüglich die effektiven Kosten der Verschrottungsfirma gemäss Rechnungsstellung

² Die Gebühren gemäss Abs. 1 lit. c–g werden auch im Falle eines Verzichts des Berechtigten auf die Rückgabe des Fahrzeugs geschuldet.

Rekurs

§ 9. Gegen Kostenverfügungen der Strafverfolgungsbehörden kann ausschliesslich nach den Vorschriften der Strafprozessordnung der Rekurs ergriffen werden.

BE

Verordnung über die Gebühren der Kantonsverwaltung vom 22. Februar 1995 (Gebührenverordnung, GebV; BSG 154.21)

Art. 4 – Taxpunktsystem

¹ Die Gebühren dieser Verordnung werden grundsätzlich nach Taxpunkten festgesetzt.

² Der Wert des Taxpunktes beträgt einen Franken.

³ Der Betrag der Gebühr in Franken berechnet sich durch Multiplikation der Anzahl Taxpunkte mit dem Wert des Taxpunktes.

Art. 5 – Ausnahme vom Taxpunktsystem

¹ Die Gebühren des Strassenverkehrs- und Schiffahrtsamtes sind in Franken festgelegt.

² Das Strassenverkehrs- und Schiffahrtsamt ist verpflichtet, die von ihm erhobenen Gebühren jährlich bezüglich der Kosten und der Teuerung zu überprüfen und anzupassen.

Anhang II C – Gebührentarif des Amtes für Wald (KAWA)

Die nachstehenden Gebühren sind in Taxpunkten angegeben. Der Frankenbetrag berechnet sich durch Multiplikation des in Artikel 4 vom allgemeinen Teil angegebenen Wertes.

1. Forstpolizei

(...)

1.5 Bewilligung von Rad- und Reitpisten: Fr. 50 bis 1000

(...)

Anhang VB – Gebührentarif des Strassenverkehrs- und Schiffahrtsamtes (SVSA)

Die nachstehenden Gebühren sind in Franken angegeben

3. Ausweise

(...)

3.3 Sonderbewilligungen:

3.3.1 Rad-, motor-, marschsportliche oder nautische Veranstaltungen sowie nautische Bewilligungen

a. lokale und regionale radsportliche sowie marschsportliche und ähnliche Veranstaltungen:	70.– bis 350.–
b. überregionale radsportliche Veranstaltungen sowie Mehrkämpfe:	100.– bis 500.–
c. motorsportliche Veranstaltungen ohne Renncharakter:	100.– bis 500.–
(...)	
h. Zuschlag für beschleunigte Bearbeitung von zu spät eingereichten Gesuchen:	40.– bis 100.–
(...)	

Ordonnance du 22 février 1995 fixant les émoluments de l'administration cantonale (Ordonnance sur les émoluments, OEmo; RSB 154.21)

Art. 4 – Système de points

¹ Les émoluments de la présente ordonnance sont en principe fixés en nombre de points.

² La valeur du point est de 1 franc.

³ Pour obtenir le montant de l'émolument exprimé en francs, on multiplie le nombre de points par la valeur du point.

Art. 5 – Exception au système de points

¹ Les émoluments de l'Office de la circulation routière et de la navigation sont fixés en francs.

² L'Office de la circulation routière et de la navigation s'engage à contrôler et à ajuster chaque année le montant des émoluments qu'il prélève en fonction des coûts et du renchérissement.

Annexe II C – Emoluments de l'Office des forêts (OFOR)

Les émoluments suivants sont exprimés en points. Leur équivalent en francs est obtenu en multipliant le nombre de points par la valeur du point indiquée à l'article 4 de la partie générale.

1. Police des forêts

(...)

1.5 Autorisation pour pistes cyclables et pistes pour cavaliers: 50 à 10

(...)

Annexe VB– Tarif des émoluments de l'Office de la circulation routière et de la navigation (OCRN)

Les émoluments suivants sont exprimés en francs.

3. Permis

3.3 Autorisations spéciales

3.3.1 Manifestations de sport cycliste, motorisé, pédestre ou nautique, et autorisations pour le sport nautique

a manifestations de sport cycliste et pédestre locales et régionales et manifestations sportives similaires: 70.– à 350.–

b manifestations de sport cycliste extra-régionales et polyathlon : 100.– à 500.–

c manifestations de sport motorisé sans caractère de compétition: 100.– à 500.–

(...)

h traitement rapide de demandes déposées trop tard (surtaxe): 40.– à 100.–

(...)

FR

Verordnung vom 22. Dezember 2009 über die Gebühren der Kantonspolizei (SGF 551.61)

Art. 9 – Besondere Verrichtungen

Für die nachstehenden Verrichtungen werden folgende Gebühren erhoben:

(...)

e) Einstellen von Fahrzeugen, Schiffen und Materialien in den Räumen des Staates, pro Tag:

1. Fahrrad

– vom 1. bis zum 30. Einstellungstag 2.–

– ab dem 31. Tag 0.50

(...)

Ordonnance du 22 décembre 2009 concernant les émoluments de la Police cantonale (RSF 551.61)

Art. 9 – Prestations particulières

Pour les prestations suivantes, il est perçu:

e) entreposage de véhicules, de bateaux et de matériaux dans les locaux de l'Etat, par jour :

1. cycle

– du 1er au 30e jour d'entreposage 2.–

– dès le 31e jour 0.50

GE

Règlement d'application de la loi sur le tourisme du 22 décembre 1993 (RTour ; RSG I 1 60.01)

Chapitre IV Taxe de promotion du tourisme**Art. 24²¹ – Assujettissement**

¹ Sont assujettis à la taxe de promotion du tourisme en fonction de leur localisation géographique ceux qui exercent une activité économique incluse dans la liste de l'article 26, alinéas 2 et 3.

² Les établissements principaux et les succursales sont assujettis et taxés séparément, chaque établissement ou succursale faisant l'objet d'une taxation selon les caractéristiques qui lui sont propres.

Art. 26²² – Montant des taxes, Principe

¹ Il est perçu une taxe de base, dont le montant tient compte de l'intensité du lien de connexité entre l'activité économique considérée et le tourisme, multipliée par les coefficients de l'article 27.

(...)

³ Les activités économiques suivantes sont taxées quelle que soit leur localisation géographique :

(...)

²¹ lit. A Ziff. 9, 10 und 11c in der Fassung des RRB vom 26. 10. 2004 (wirksam seit 31. 10. 2004).

²² Modification du 06.06.1994.

35° Louages de bateaux, d'embarcations de loisir et de cycle 200 F
(...)

Règlement sur les émoluments et frais des services de police du 1^{er} janvier 1983 (REmPol;
RSG F 1 05.15)

Art. 3²³ – Interventions de police
(...)
d) enlèvement et restitution d'un cycle, cyclomoteur ou motorcycle Fr. 100.-
(...)

GR

Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über den Strassenverkehr vom 11. Juni 2008 (EGzSVG
BR 870.100)

III. Verkehrssteuern und Gebühren
Art. 11 – Fahrräder und Motorfahrräder
Für die Inverkehrsetzung von Fahrrädern und Motorfahrrädern wird eine Jahresgebühr erhoben.
Sie wird der Prämie der vom Kanton abzuschliessenden obligatorischen oder einer privaten Haft-
pflichtversicherung zugeschlagen und beträgt pro Fahrrad maximal 2 Franken, pro Motorfahrrad
maximal 50 Franken.

JU

Décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre
1990 (RSJ 172.111)

SECTION 6 : Office des véhicules
Art. 130 – Attributions
L'Office des véhicules a les attributions suivantes :
a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à la circulation
routière, au contrôle et à la taxe des véhicules à moteur et des cycles;
(...)
d) perception de la taxe des véhicules à moteur et des cycles;

Décret fixant les émoluments de l'administration cantonale du 4 décembre 1986 (RSJ
176.21)

Art. 25 – Police cantonale La police cantonale perçoit les émoluments suivants : (...) 8. Restitution de cycles et de cyclomoteurs volés, par véhicule (...)	Fr. 10.-
--	---------------------

²³ Modification du 13.12.2006.

<p>Art. 27 – Office des véhicules L'Office des véhicules perçoit les émoluments suivants :</p> <p>1. Dispositions concernant les véhicules Cyclomoteurs (...)</p> <p>1.2. Remise d'une plaque pour cyclomoteur - avec assurance collective - avec assurance privée ou d'une association, y compris établissement du permis de circulation</p> <p>1.3. Echange d'une plaque pour cyclomoteur en cas de perte, vol, détérioration (avec inscription dans le permis de circulation)</p> <p>1.4. Restitution après dépôt d'une plaque pour cyclomoteur, changement de détenteur, de véhicule, établissement d'un permis sur la base d'un rapport d'expertise et remplacement d'un permis endommagé</p> <p>1.5. Délivrance d'un permis de circulation ou d'un duplicata à l'importateur ou au fabricant</p> <p>1.6. Remplacement en cas de perte</p> <p>1.7. Délivrance d'une plaque collective pour cyclomoteurs (...)</p> <p>13. Autorisations pour manifestations sportives 13.1. Courses automobiles, rallyes, courses de motocycles, moto-cross, trial, karting, courses de cycles, manifestations nautiques, autres manifestations sportives (octroi ou Rejet)</p>	<p>40.-</p> <p>22.-</p> <p>20.-</p> <p>13.-</p> <p>3.-</p> <p>7.-</p> <p>70.-</p> <p>50.- à 500.-</p>
---	---

LU

Verordnung über den Gebührenbezug der Luzerner Polizei vom 10. Juni 2003 (SRL Nr. 682)

<p>§ 6 Gebühren für zusätzliche Leistungen Die Gebühren für zusätzliche Leistungen der Luzerner Polizei betragen: (...)</p> <p>h. Diverses (...)</p> <p>3. Platzgebühr für beschlagnahmte Fahrzeuge: – Personenwagen – für die ersten 7 Tage pro Tag Fr. 10.– – ab dem 8. Tag pro Monat Fr. 80.– – Motorfahrrad/Motorrad oder Fahrrad – für die ersten 7 Tage pro Tag Fr. 5.– – ab dem 8. Tag pro Monat Fr. 40.– Für angebrochene Monate ist eine ganze Monatsgebühr zu bezahlen.²⁴</p>
--

²⁴ Fassung gemäss Änderung vom 16. November 2004, in Kraft seit dem 1. Januar 2005 (G 2004 529).

NE

Arrêté d'exécution de la loi d'introduction des prescriptions fédérales sur la circulation routière du 4 mars 1969 (RSN 761.100)

Art. 6²⁵ – Signes distinctifs et plaques de contrôle

¹ Les signes distinctifs ou plaques de contrôle pour cycles et cyclomoteurs sont délivrés moyennant paiement:

a) de l'impôt prévu par la loi sur la taxe des véhicules automobiles, des remorques, des cycles et des bateaux, du 8 octobre 1973;

b) d'un émolument de 1 à 3 francs;

c) de la prime d'assurance responsabilité civile pour autant que le véhicule ne soit pas déjà assuré.

² Ils sont délivrés par l'autorité communale au lieu du domicile du détenteur ou par le service des automobiles et de la navigation.

OW

Ausführungsbestimmungen über Kosten für Polizeidienste vom 11. Januar 2005 (GDB 510.112)

Art. 11 Verwaltungstätigkeit und -vollzug

Für folgende Verwaltungstätigkeiten und -vollzüge sowie für die Lagerung nicht fristgerecht abgeholter Fahrzeuge werden in Rechnung gestellt:

(...)

c. Lagerung von Fahrzeugen, je Tag	in Halle	im Freien
	Fr.	Fr.
– Motorrad/Motorroller	10.–	8.–

(...)

e. Zustellung eines Fahrrades/Motorfahrrades 15.– bis 55.–

SG

Verkehrsgebührentarif vom 20. Dezember 2005 (sGS 718.1)

118 Fahrzeugausweise

(...)

118.16 Motorfahrrad-Fahrzeugausweis oder Duplikat 25.–

118.17 Neuanfertigung eines gültigen Motorfahrrad-Fahrzeugausweises 15.–

(...)

119 Kontrollschilder

(...)

119.11 Motorfahrrad-Kontrollschild 8.–

(...)

206 Administrativmassnahmen

²⁵ Teneur selon A du 27 juin 1980 (RLN VII 699) et A du 24 mai 2006 (FO 2006 N° 39).

(...)

206.06 Fahrverbote:

206.06.1 Fahrrad 30.– bis 200.–

(...)

TG

Verordnung des Regierungsrates über die Offenhaltung der Versorgungsrouten für Ausnahmetransporte vom 9. Oktober 1973 (RB 725.16)

§ 9 – Gebühren

Die Gebühren für Ausnahmetransporte richten sich bis zum Erlass einer Verordnung über die Gebühren für Ausnahmefahrzeuge und Ausnahmetransporte nach der Vollziehungsverordnung des Regierungsrates zum Bundesgesetz vom 15. März 1932 über den Motorfahrzeug- und Fahrradverkehr.

UR

Verordnung über den Strassenverkehr vom 14. Februar 1990 (RB 50.1311)

Artikel 10 – Zulassung der Fahrräder

¹ Fahrräder und diesen gleichgestellte Fahrzeuge sind zum Verkehr zugelassen, wenn sie den Vorschriften entsprechen und mit dem amtlichen Kennzeichen versehen sind.

² Das für den Strassenverkehr zuständige Amt oder eine von ihm bezeichnete Stelle gibt das amtliche Kennzeichen ab.

ZG

Gesetz über die Steuern im Strassenverkehr vom 30. Oktober 1986 (BGS 751.22)

§ 1 – Geltungsbereich

¹ Dieses Gesetz regelt die Strassenverkehrssteuern.

² Die Gebühren im Motorfahrzeug- und Fahrradverkehr werden vom Regierungsrat festgelegt.

§ 2 – Steuerobjekt

¹ Der Kanton erhebt eine jährliche Steuer auf Motorfahrzeuge, Motorfahrzeuganhänger und Motorfahrräder, die nach den Bestimmungen des Bundesrechts ihren Standort im Kanton Zug haben.

² Die Besteuerung ausländischer Fahrzeuge richtet sich nach Bundesrecht.

§ 17 – Besteuerung von Fahrrädern und Motorfahrrädern

¹ Für Fahrräder werden keine Steuern erhoben.

² Für Motorfahrräder beträgt die Jahressteuer Fr. 20.–.

Verkehrsabgabengesetz vom 11. September 1966 (VAG; LS 741.1)

§ 1. Für Motorfahrzeuge und Anhänger, die mit zürcherischen Kontrollschildern verkehrsberechtigt sind oder mit Standort im Kanton Zürich auf den öffentlichen Strassen im Verkehr stehen, wird vom Halter eine Verkehrsabgabe erhoben.

§ 3.²⁶ Fahrräder und deren Anhänger sowie Fahrzeuge mit ausschliesslich elektrischem Antrieb sind abgabefrei.

²⁶ Fassung gemäss G vom 2. Dezember 1990 (OS 51, 359). In Kraft seit 1. Januar 1991.

III. Déductions fiscales

BL

Verordnung zum Steuergesetz Vom 13. Dezember 2005 (SGS 311.11)

§ 3 – Berufsauslagen bei unselbständiger Erwerbstätigkeit

¹ Die unselbständig Erwerbenden können als Erwerbsunkosten abziehen:

a. Die Kosten der Fahrt zwischen Wohn- und Arbeitsstätte:

(...)

2. Bei Benützung eines Fahrrades, eines Motorfahrrades oder eines Motorrades mit gelbem Kontrollschild bis zu 700 Fr. pro Jahr. Der Nachweis höherer Kosten bleibt vorbehalten.²⁷

(...)

FR

Verordnung vom 14. Dezember 2006 über den Abzug von Berufskosten bei unselbständiger Erwerbstätigkeit (SGF 631.411)

Art. 3 – Fahrkosten

¹ Die notwendigen Kosten für Fahrten zwischen Wohn- und Arbeitsstätte sind im Falle einer beachtlichen Entfernung, d.h. mindestens 1,5 km, abziehbar.

² Der Abzug beträgt:

a) wenn die steuerpflichtige Person die öffentlichen Verkehrsmittel benützt: die tatsächlichen Kosten der 2. Klasse;

b) wenn sie ein Fahrrad, ein Motorfahrrad oder ein Motorrad mit gelbem Kontrollschild benützt: bis zu 700 Franken pro Jahr;

(...)

Ordonnance du 14 décembre 2006 sur la déduction des frais professionnels des personnes exerçant une activité lucrative dépendante (RSF 631.411)

Art. 3 – Frais de déplacement

¹ Les frais nécessaires de déplacement entre le domicile et le lieu de travail sont déductibles en cas de distance notable, soit au minimum 1,5 km.

² La déduction est fixée comme il suit :

a) lorsque le contribuable utilise les transports publics : les frais effectifs (2e classe) ;

b) s'il utilise un vélo, un cyclomoteur ou un motorcycle avec plaque d'immatriculation sur fond jaune : jusqu'à 700 francs par an ;

(...)

²⁷ Fassung vom 23. September 2008 (GS 36.779), in Kraft seit 1. Januar 2009.

NE

Règlement général d'application de la loi sur les contributions directes du 1^{er} novembre 2000 (RELCdir ; RSN 631.01)

Art. 27²⁸ – Frais de déplacement

¹ Au titre des frais nécessaires de déplacement entre le domicile et le lieu de travail, le contribuable qui utilise les transports publics peut déduire ses dépenses effectives.

² En cas d'utilisation d'un véhicule privé, le contribuable peut déduire, au titre de frais nécessaires à l'acquisition du revenu, les dépenses qu'il aurait eues en utilisant les transports publics.

³ S'il n'existe pas de transports publics ou si l'on ne peut raisonnablement exiger du contribuable qu'il les utilise, ce dernier peut déduire les frais d'utilisation d'un véhicule privé d'après les forfaits fixés à l'alinéa 4.

⁴ Forfaits

– Vélos, cyclomoteurs, motocycles légers moins de 50 cm³ Fr. 700.– par an.

(...)

OW

Ausführungsbestimmungen über den steuerlichen Abzug von Berufskosten bei unselbstständiger Erwerbstätigkeit vom 3. Januar 1995 (GDB 641.412)

Art. 3 – Fahrkosten

(...)

³ Steht kein öffentliches Verkehrsmittel zur Verfügung oder ist dessen Benützung aus sachlichen Gründen nicht zumutbar, so können die Kosten des privaten Fahrzeugs gemäss den Pauschalen im Anhang abgezogen werden. Der Nachweis höherer berufsnotwendiger Kosten bleibt vorbehalten (Art. 9 dieser Ausführungsbestimmungen).

(...)

Anhang zu den Ausführungsbestimmungen über den steuerlichen Abzug von Berufskosten bei unselbstständiger Erwerbstätigkeit vom 3. Januar 1995

Die Pauschalansätze für Berufskosten je Bemessungsjahr betragen:

1. Fahrkosten privater Fahrzeuge (Art. 3 Abs. 3 AB)

Fahrräder, Motorfahrräder, Kleinmotorräder bis 50 cm³ Hubraum (gelbes Kontrollschild)
im Jahr Fr. 700.–.

(...)

SO

Steuerverordnung Nr. 13 (Abzüge für Berufskosten) vom 19. Mai 1987 (BGS 614.159.13)

§ 3. – Berufskosten, 1. Fahrtkosten

²⁸ Teneur selon A du 12 novembre 2008 (FO 2008 N 52).

¹ Als Kosten für Fahrten zwischen Wohn- und Arbeitsstätte können abgezogen werden:
(...)
2. bei Benützung eines Fahrrades bis 700 Franken;²⁹
(...)

TI

Decreto esecutivo concernante l'imposizione delle persone fisiche valido per il periodo fiscale 2010 del 9 dicembre 2009 (RL 10.2.2.1.4)

Deduzione delle spese professionali per attività lucrativa dipendente (art. 25 LT)
Art. 4 – b) Spese di trasporto
¹ Sono considerate spese di trasporto quelle causate al contribuente per trasferirsi dal luogo di domicilio a quello in cui lavora. Le relative deduzioni sono stabilite come segue:
(...)
b) per l'uso della bicicletta, di un ciclomotore o di una motocicletta con targa di controllo su fondo giallo: fino a fr. 700.– l'anno, ma al massimo il costo del mezzo di trasporto pubblico;
(...)

TG

Verordnung des Regierungsrates über die Pauschalierung der besonderen Berufsauslagen bei unselbständiger Erwerbstätigkeit vom 24. November 1992 (RB 640.21)

§ 1 – I. Berufsauslagen
¹ Für Kosten der Fahrt zwischen Wohn- und Arbeitsstätte sind in der Regel bei beachtenswerter Entfernung zum Abzug zugelassen:
(...)
2. bei Benützung eines Fahrrades oder eines Motorfahrrades mit gelbem Kontrollschild: bis Fr. 700.– im Jahr;³⁰
(...)
² Für die Hin- und Rückfahrt über Mittag können jedoch zusammen höchstens die in § 2 Absatz 2 genannten Beträge berechnet werden.

Fahrt zur Arbeitsstätte
§ 2 – auswärtige Verpflegung
¹ Ein Abzug kommt nur in Betracht, wenn und soweit dem Steuerpflichtigen aus der beruflich bedingten auswärtigen Verpflegung Mehrkosten gegenüber der normalen Verpflegung zu Hause entstehen. Dies ist der Fall, wenn der Steuerpflichtige wegen grosser Entfernung zwischen Wohn- und Arbeitsort oder bei aus beruflichen Gründen sehr kurz bemessener Essenspause eine Hauptmahlzeit nicht zu Hause einnehmen kann.
² Der Pauschalabzug für Mehrkosten der auswärtigen Verpflegung beträgt Fr. 15.– für jede auswärtige Hauptmahlzeit (in der Regel nur für Mittagessen), bei ständiger auswärtiger Verpflegung Fr. 3 200.– im Jahr. Vorbehalten sind folgende Ausnahmen.³¹

²⁹ Betrag angepasst am 22. August 2000.

³⁰ Fassung gemäss RRV vom 2. Dezember 2008, in Kraft gesetzt auf den 1. Januar 2009.

(...)

2. Kein Abzug ist mangels Mehrkosten zulässig, wenn die Hauptmahlzeiten den Steuerpflichtigen auf weniger als Fr. 10.– zu stehen kommen beziehungsweise wenn der Arbeitgeber bei der Bewertung allfälliger Naturalbezüge folgende Werte unterschreitet: Mittagessen Fr. 10.–, Abendessen Fr. 8.– oder Fr. 21.50 pro Tag für Morgen-, Mittag- und Abendessen.

ZH

Vollzugsverordnung zum Personalgesetz vom 19. Mai 1999 (LS 177.111)

V. Ersatz der dienstlichen Auslagen, Sachschaden

§ 68. – c. private Fahrzeuge

¹ Grundsätzlich sind für Dienstreisen öffentliche Verkehrsmittel zu benützen.

² Die Kosten für den Gebrauch eines privaten Fahrzeuges werden nur vergütet, wenn durch dessen Benützung eine wesentliche Zeit- oder Kostenersparnis erzielt wird oder die Verwendung der öffentlichen Verkehrsmittel unzumutbar ist oder solche nicht zur Verfügung stehen.

³ Die Kilometerentschädigung beträgt für die Benützung eines³²

Autos: 70 Rp.

Motorrades mit Hubraum über 50 cm³: 40 Rp.

Motorfahrrades und Fahrrades: 30 Rp.

⁴ Massgebend für die Kilometerentschädigung ist der kürzeste oder schnellste Weg vom Wohnort über die Dienststelle oder direkt nach den auswärtigen Arbeitsorten und von dort über die Dienststelle oder direkt zurück. Wird das private Fahrzeug täglich für den Arbeitsweg benützt, werden nur die zusätzlich zum normalen Arbeitsweg zurückgelegten Kilometer vergütet.

⁵ In besondern Fällen können die Direktion, das zuständige oberste kantonale Gericht oder das dazu ermächtigte Amt, Gericht oder Notariat die Kilometerentschädigung pauschal festlegen.

6 Schäden an den anlässlich von Dienstreisen verwendeter Privatfahrzeuge und der Bonusverlust in der Haftpflichtversicherung werden nach Massgabe der Bestimmungen der von der Finanzdirektion abgeschlossenen Versicherung gedeckt. Einen Selbstbehalt dieser Versicherung trägt der Arbeitgeber, soweit er Fr. 300 übersteigt.

Verfügung der Finanzdirektion über die Pauschalierung von Berufsauslagen Unselbständigerwerbender bei der Steuereinschätzung vom 27. Oktober 2008 (LS 631.33)

I.

Unselbständigerwerbende können als notwendige Berufsauslagen im Sinne von § 26 StG2 ohne besonderen Nachweis geltend machen:

1. Für Fahrten zwischen Wohn- und Arbeitsstätte:

a. bei ständiger Benützung öffentlicher Verkehrsmittel (Bahn, Schiff, Strassenbahn, Autobus)

.....die notwendigen Abonnementskosten

b. bei ständiger Benützung eines Fahrrades, Motorfahrrades oder Motorrades mit gelbem Kontrollschild im Jahr Fr. 700

c. bei ständiger Benützung eines Motorrades oder Autos

.....die Abonnementskosten des öffentlichen Verkehrsmittels

Die Kosten für das private Motorfahrzeug können nur ausnahmsweise geltend gemacht werden:

–wenn ein öffentliches Verkehrsmittel fehlt, d. h., wenn die Wohn- oder Arbeitsstätte von der

³¹ Fassung gemäss RRV vom 20. Februar 2007, in Kraft gesetzt auf den 1. Januar 2007.

³² Fassung gemäss RRB vom 26. November 2008 (OS 63, 618; ABI 2008, 2192). In Kraft seit 1. Januar 2009.

nächsten Haltestelle mindestens 1 km entfernt ist oder bei Arbeitsbeginn oder -ende kein öffentliches Verkehrsmittel fährt,

–wenn sich mit dem privaten Motorfahrzeug eine Zeitersparnis von über einer Stunde (gemessen von der Haustüre zum Arbeitsplatz und zurück) ergibt,

–soweit der Steuerpflichtige auf Verlangen und gegen Entschädigung des Arbeitgebers das private Motorfahrzeug ständig während der Arbeitszeit benützt und für die Fahrten zwischen der Wohn- und Arbeitsstätte keine Entschädigung erhält,

–wenn der Steuerpflichtige zufolge Krankheit oder Gebrechlichkeit ausserstande ist, ein öffentliches Verkehrsmittel zu benützen.

In diesen Fällen können zum Abzug geltend gemacht werden:

für Motorrad mit weissem Kontrollschild 40 Rp. pro Fahrkilometer

für Auto 70 Rp. pro Fahrkilometer

Für Hin- und Rückfahrt über Mittag sind in diesen Fällen höchstens Fr. 3200 im Jahr (Abzug für auswärtige Verpflegung gemäss Ziff. 2 unten) als Arbeitswegkosten abziehbar.